

**Rôle de la séance publique du 09/01/2026 à 09h00**

**Président** : Monsieur GASPON  
**Assesseurs** : Monsieur COIFFET et Monsieur PONS  
**Greffière** : Madame HAUBOIS

**RAPPORTEURE PUBLIQUE : Mme BAILLEUL****01) N° 2403492 RAPporteur : M. COIFFET**

Demandeur M. T Benoit CABINET GERVAISE  
DUBOURG

Défendeur MINISTERE DES ARMEES

Requête de M. Benoît T contre le jugement n°s 2201294, 2202520 du 6 novembre 2024 par lequel le tribunal administratif de Rennes a rejeté ses demandes tendant à l'annulation de la décision du 23 mars 2021 du ministre des armées prononçant à son encontre la sanction de trente jours d'arrêts, assortie d'une dispense d'exécution, ainsi que de la décision du 22 décembre 2021 du directeur général de la gendarmerie nationale rejetant son recours gracieux et de la décision implicite de rejet de son recours hiérarchique formé le 14 janvier 2022.

**02) N° 2500355 RAPporteur : M. COIFFET**

Demandeur COMMUNE DE REZE SELARL CORNET  
VINCENT SEGUREL

Défendeur M. H Maxime SELARL AVOXA NANTES

Requête de la commune de Rezé contre le jugement n° 2100673 du 10 janvier 2025 par lequel le tribunal administratif de Nantes a annulé l'arrêté du 20 novembre 2020 du maire de Rezé infligeant à M. H une sanction d'exclusion temporaire de fonctions.

**03) N° 2500381**

**RAPPORTEUR : M. COIFFET**

Demandeur MINISTERE DU TRAVAIL ET DES SOLIDARITES

Défendeur R Yvon

SELARL D'AVOCAT ACM -  
ANNE-CHARLOTTE  
METAIS-MOURIES

SOCIETE CENTRE DE FORMATION HOME CONFORT

SELARL D'AVOCAT ACM -  
ANNE-CHARLOTTE  
METAIS-MOURIES

Autres parties PREFECTURE DE LA REGION BRETAGNE  
DIRECTION REGIONALE DE L'ECONOMIE DE  
L'EMPLOI DU TRAVAIL ET DES SOLIDARITES

Requête du ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles contre le jugement n° 2205659 du 6 décembre 2024 par lequel le tribunal administratif de Rennes a annulé la décision du préfet de la région Bretagne du 7 septembre 2022 en tant qu'elle fait obligation à la société Centre de formation Home Confort et à M. R de verser aux co-contractants ou au Trésor public la somme de 52 864 euros au titre des dépenses correspondant aux actions de formations dont la réalité n'a pu être établie, ainsi que la somme de 2 429,98 euros au titre des dépenses non fondées et non rattachables à l'activité de formation.

**04) N° 2403483**

**RAPPORTEUR : M. COIFFET**

Demandeur MINISTERE DE L'INTERIEUR

Défendeur Mme N Naomie

Requête du ministre de l'intérieur contre le jugement n° 2316370 en date du 9 décembre 2024 par lequel le tribunal administratif de Nantes, d'une part, a annulé la décision implicite née le 22 octobre 2023 par laquelle la commission de recours contre les décisions de refus de visa d'entrée en France a rejeté le recours dirigé contre la décision de l'autorité consulaire française au Congo du 8 août 2023 refusant à Mme Naomie N la délivrance d'un visa de long séjour en qualité d'étudiante et, d'autre part, lui a enjoint de délivrer à Mme Naomie N le visa sollicité dans un délai de deux mois à compter de la notification du jugement sous réserve que celle-ci justifie d'une inscription pour l'année suivante

**05) N° 2403518**

**RAPPORTEUR : M. COIFFET**

Demandeur M. E Ahmed

Me SINGH

Défendeur MINISTERE DE L'INTERIEUR

Requête de Mme Salha B, dite Ahmed E contre le jugement n° 2313849 du 5 mars 2024 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté sa demande tendant à l'annulation de la décision implicite née le 29 août 2023 par laquelle la commission de recours contre les décisions de refus de visa d'entrée en France a rejeté son recours dirigé contre la décision implicite de l'autorité consulaire française à Tunis (Tunisie) lui refusant la délivrance d'un visa d'entrée et de long séjour sollicité en vue de solliciter l'asile en France

**RAPPORTEURE PUBLIQUE : Mme BAILLEUL**

---

**06) N° 2403523**

**RAPPORTEUR : M. COIFFET**

---

Demandeur	M.	M	Mourad	CHATELAIS MELANIE
Défendeur	PREFECTURE DE MAINE-ET-LOIRE			

Requête de M. M Mourad contre le jugement n° 2416332 du 20 novembre 2024 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté sa demande tendant à l'annulation de la décision du 14 octobre 2024 du préfet de Maine-et-Loire l'assignant à résidence dans le département de Maine-et-Loire pour une durée de quarante-cinq jours.

---

**07) N° 2403681**

**RAPPORTEUR : M. COIFFET**

---

Demandeur	M.	M	Jean-Pierre	Me LEGRAND
Défendeur	MINISTERE DE L'INTERIEUR			

Requête de M. Jean-Pierre M contre le jugement n° 2105774 du 30 octobre 2024 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté sa demande tendant à l'annulation de la décision du préfet de Loir-et-Cher du 22 aout 2019 rejetant sa demande de réintégration dans la nationalité française et de la décision du 12 février 2020 du ministre de l'intérieur rejetant son recours préalable obligatoire formé contre cette décision préfectorale

**Rôle de la séance publique du 09/01/2026 à 09h45**

**Président** : Monsieur GASPON  
**Assesseurs** : Monsieur COIFFET et Monsieur PONS  
**Greffière** : Madame HAUBOIS

**RAPPORTEURE PUBLIQUE : Mme BAILLEUL****01) N° 2500428****RAPPORTEUR : M. PONS**

Demandeur	M. R Yohann	SCP CALVAR & ASSOCIES
Défendeur	MINISTERE DU TRAVAIL ET DES SOLIDARITES SAS DPD	AARPI GIDE LOYRETTE NOUEL
Autres parties	DIRECTION REGIONALE DE L'ECONOMIE DE L'EMPLOI DU TRAVAIL ET DES SOLIDARITES	

Requête de M. Yoann R contre le jugement n° 2104330 du 9 décembre 2024 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté sa demande tendant à l'annulation de la décision du 7 juillet 2020 de l'inspecteur du travail autorisant la société DPD à le licencier pour inaptitude ainsi que de la décision du 19 février 2021 de la ministre du travail, de l'emploi et de l'insertion rejetant le recours hiérarchique formé à l'encontre de cette décision.

**02) N° 2500448****RAPPORTEUR : M. PONS**

Demandeur	M. B Philippe	CABINET MDMH
Défendeur	MINISTERE DES ARMEES	

Requête de M. Philippe B contre le jugement n° 2300098 du 23 octobre 2024 par lequel le tribunal administratif de Caen a rejeté sa demande tendant à l'annulation de la décision du 12 octobre 2022 de la commission de recours de l'invalidité rejetant son recours administratif préalable obligatoire formé contre la décision du 8 novembre 2021 du ministre des armées portant rejet de sa demande de concession d'une pension militaire d'invalidité.

**RAPPORTEURE PUBLIQUE : Mme BAILLEUL****03) N° 2500494****RAPPORTEUR : M. PONS**

Demandeur Mme F Brigitte

OUEST AVOCATS  
CONSEILS

Défendeur DEPARTEMENT DE LOIRE-ATLANTIQUE

SARL MAUDET-CAMUS

Requête de Mme Brigitte F contre le jugement n° 2104102 du 17 janvier 2025 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 1er décembre 2020 du président du conseil départemental de la Loire-Atlantique la plaçant en congé de maladie ordinaire à plein traitement du 23 octobre 2020 au 31 décembre 2020 ainsi que de la décision du 8 février 2021 de cette même autorité rejetant le recours gracieux formé contre cet arrêté ;

**04) N° 2401428****RAPPORTEUR : M. PONS**

Demandeur M. H Mamatawos

Me LEUDET

Mme H Bibi Fari

Me LEUDET

Mme H Jaheda

Me LEUDET

M. H Shapor

Me LEUDET

Défendeur MINISTERE DE L'INTERIEUR

Requête de M. Mamatawos H et Mme Bibi Fari H , agissant en leur nom et au nom des enfants mineurs Samsor, Marwa, Asma, Asama et Anas H , Mme Jaheda H et M. Shapor H contre le jugement n° 2313233 en date du 15 mars 2024 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté leur demande tendant à l'annulation de la décision du 26 janvier 2023 par laquelle la commission de recours contre les décisions de refus de visa d'entrée en France a rejeté le recours formé contre les huit décisions de l'autorité diplomatique française à Téhéran (Iran) refusant de délivrer à Mme Bibi Fari H , Mme Jaheda H , M. Shapor H et aux enfants Samsor, Marwa, Asma, Asama et Anas H des visas de long séjour au titre de la procédure de réunification familiale.

**05) N° 2401673****RAPPORTEUR : M. PONS**

Demandeur Mme I Lima

LESCS JESSICA

Défendeur MINISTERE DE L'INTERIEUR

Requête de Mme Lima I contre l'ordonnance n° 2314637 du 10 avril 2024 par laquelle la présidente de la 8ème chambre du tribunal administratif de Nantes a rejeté, comme entachée d'une irrecevabilité manifeste, sa demande tendant à l'annulation de la décision implicite des autorités consulaires françaises à Téhéran (Iran) lui refusant la délivrance d'un visa au titre de l'asile.

**06) N° 2403208****RAPPORTEUR : M. PONS**

Demandeur Mme R Sylvie

Me RENARD

Défendeur MINISTERE DE L'INTERIEUR

Requête de Mme Sylvie R contre le jugement n° 2102157 du 25 septembre 2024 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté sa demande tendant à l'annulation de la décision du 8 janvier 2021 du ministre de l'intérieur rejetant son recours préalable obligatoire formé à l'encontre de la décision du 8 juillet 2020 du préfet de la haute-Garonne ajournant à deux ans sa demande de réintégration dans la nationalité française

**RAPPORTEURE PUBLIQUE : Mme BAILLEUL**

**07) N° 2501070**

**RAPPORTEUR : M. PONS**

Demandeur M. M Aghilès

DJOSSOU

Défendeur PREFECTURE DES COTES D'ARMOR

Requête de M. Aghilès M contre le jugement n° 2501852 du 10 avril 2025 par lequel le magistrat désigné du tribunal administratif de Rennes a rejeté sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 20 mars 2025 du préfet des Côtes-d'Armor l'assignant à résidence.